

1936

La Révolution Espagnole 70 ans et pas une ride!

2006

Edito : Le 19 juillet 1936, les travailleurs espagnols descendaient dans la rue, prenaient les armes et provoquaient la grève générale dans de nombreuses régions d'Espagne pour répondre à la tentative de coup d'Etat nationaliste à caractère fasciste déclenché la veille.

Cette réaction, qui peut apparaître comme spontanée, fut en réalité non pas l'œuvre des forces politiques, gouvernementales et Etatiques du Front populaire au pouvoir mais des organisations ouvrières et paysannes, CNT en tête. Dans certaines régions comme l'Aragon et la Catalogne, l'influence et l'implantation de la CNT (Confédération Nationale du Travail), confédération syndicale anarcho-syndicaliste, ainsi que de la FAI (Fédération Anarchiste Ibérique), ont permis que le vent libertaire souffle pour s'opposer à la barbarie fasciste mais aussi pour construire un autre futur. Pour les militants libertaires mais plus généralement pour ce peuple en arme, la lutte antifasciste se confondait alors avec la Révolution sociale.

La Révolution espagnole fut certainement le plus fabuleux moment de changement social de l'histoire du XXème siècle. Aujourd'hui, 70 ans plus tard, cette expérience révolutionnaire et libertaire et le projet social qu'elle porte et qu'elle a confronté à la réalité n'ont pas pris une ride et sont toujours d'actualité.

L'autogestion généralisée de la société

Face à l'incapacité du gouvernement républicain à faire face au coup d'Etat du général Franco, les milices ouvrières ont organisé la lutte antifasciste. En même temps, l'Etat étant quasiment tombé en désuétude et incapable de gérer la situation militaire comme économique et sociale, les syndicats ont pris en charge l'organisation et la gestion de la société et de l'économie. Les militants anarcho-syndicalistes et anarchistes ont alors pu laisser libre cours à leur volonté de mise en place du communisme libertaire. Dans de nombreuses villes et campagnes l'ensemble de l'économie (de la production à la consommation en passant par la distribution) passe aux mains des syndicats CNT et UGT. A Barcelone, sous l'impulsion des libertaires, l'industrie et les transports sont collectivisés. Dans les campagnes, de nombreux villages mettent en place des collectivités où la propriété privée comme souvent l'argent sont supprimés, où les terres sont rassemblées, travaillées collectivement et où les richesses produites sont redistribuées selon la bonne vieille devise « de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins ». Ce mouvement atteindra son plus haut point de développement en Aragon avec la constitution du Conseil des Collectivités d'Aragon.

Dans les premiers mois de la Révolution, malgré une situation de guerre civile et tout

en devant assurer la lutte contre le fascisme, le mouvement révolutionnaire a réussi le pari d'augmenter la production par la collectivisation mais aussi de développer les écoles, le système de santé, l'accès à la culture, ou encore la condition des femmes dans la société (qui seront les premières à obtenir le droit à l'Interruption Volontaire de Grossesse !). Indéniablement, pour le peuple espagnol qui n'avait jusque là que connu exploitation, misère et soumission à l'armée et à l'Eglise, les conditions de vie s'améliorent et le projet libertaire tient ses promesses comme source d'émancipation individuelle et collective.

Les hésitations du mouvement libertaire et la contre-révolution

Pourtant ce si bel espoir fut de courte durée. A peine un an plus tard, les conquêtes de la Révolution étaient remises en cause et en danger comme en témoignent les journées de mai 1937 à Barcelone où s'affrontent les militant-e-s révolutionnaires de la CNT, de la FAI et du POUM avec les forces républicaines et communistes souhaitant une reprise en main de la situation politique, militaire et économique par l'Etat central. La contre-révolution est alors en marche. Elle est menée par un Parti communiste espagnol qui s'est développé en intégrant les éléments de l'armée et de la petite bourgeoisie qui n'acceptent pas la révolution sociale. Cette politique est dirigée, depuis l'URSS (qui s'est fait livrer l'or de la banque d'Espagne), par Staline qui n'admet pas qu'un autre modèle de Révolution vienne concurrencer l'illusion du paradis des travailleurs soviétiques et troubler ses plans d'alliance internationale. Le général communiste Lister ira même jusqu'à dissoudre, à la tête de sa division blindée, les collectivités d'Aragon au printemps 1938 par la force. Rien ne sert de se voiler la face, dans cette offensive de la contre-révolution et dans la remise en cause des conquêtes révolutionnaires au sein du camp antifasciste, le mouvement libertaire a commis des erreurs d'appréciation, de stratégie et de fonctionnement. Ne pas avoir proclamé l'indépendance du Maroc espagnol dans les premiers jours de la Révolution, ce qui aurait coupé les bases arrières et sapé les réserves militaires de Franco, comme le fait de laisser une vitrine légale au gouvernement du Front populaire, notamment sous la forme de la Généralité en Catalogne, sont des positions lourdes de conséquences et qui ont permis à l'Etat, et à travers lui aux forces contre-révolutionnaires, de reprendre prise sur la société. Ces décisions viennent certainement d'une erreur d'appréciation par rapport à l'attitude et aux attentes envers le gouvernement de Front populaire de la République française. Tout a été fait pour se ménager une image respectable, ne pas

heurter la république voisine, dans l'espoir d'une aide du Front populaire de Léon Blum qui ne viendra jamais. Enfin, la participation au gouvernement de certains responsables de la CNT, qui s'étaient petit à petit coupés de tout contrôle des militants et adhérents et les avaient dépossédés des décisions, entérine petit à petit tous les reculs, de la militarisation des milices à la remise en cause de la collectivisation. Le refus d'assumer l'affrontement, par peur de briser l'unité antifasciste, et l'abandon des militants refusant la remise en cause des conquêtes révolutionnaires durant les journées de mai 37 sont significatifs.

L'exil ou la mort

Dans ce contexte, la lutte antifasciste, vidée petit à petit de sa substance, de ses dynamiques et de ses espoirs révolutionnaires, ne pouvait plus l'emporter sur la barbarie. Face à l'esprit de caserne et la violence guerrière du fascisme espagnol, soutenu par Hitler et Mussolini, seuls l'esprit, les pratiques, les formes d'organisation et le projet révolutionnaire pouvaient l'emporter. Ce sera donc la défaite pour le camp antifasciste après près de trois ans de lutte à mort.

Début 1939, Barcelone tombe sans pratiquement combattre, puis c'est au tour de Madrid dans un dernier sursaut. C'est l'exil ou la mort pour des milliers de militants, d'ouvriers et de paysans. Près d'un demi million de personnes passe la frontière et se réfugie en France. La République française qui les avait déjà abandonnés face au fascisme les accueille en les parquant dans des camps de concentration, parfois le long de la plage. Certains en sortiront pour s'engager dans les compagnies de travail, certains iront travailler sur les fortifications le long du Rhin, d'autres s'engageront dans l'armée française, d'autres enfin seront livrés aux nazis, après la défaite de la France, par le gouvernement de Vichy. Beaucoup, notamment dans le sud-ouest, continueront la lutte antifasciste en participant à la création des premiers groupes de résistants durant les sombres heures de l'occupation et de l'Etat français. Et lorsque la division Leclerc pénètre dans Paris en septembre 44, après le débarquement, dans ses blindés on trouve de nombreux anarcho-syndicalistes espagnols dont l'un d'entre eux est le premier à rentrer dans la ville. Ils poursuivront la guerre jusqu'au nid d'aigle d'Hitler en Allemagne, persuadés qu'après Rome et Berlin ce sera au tour de Madrid d'être débarrassée du fascisme. Espoirs déçus une fois de plus. Les Alliés préféreront laisser en place un Franco qui arrange les intérêts américains dans le contexte d'une guerre froide qui s'annonce, plutôt que de voir rentrer en Espagne ces militants antifascistes avec plein de foutes idées dans la tête et prêts à reprendre la révolution sociale là où ils l'avaient arrêtée.

Un projet toujours d'actualité

Même si cette expérience s'est terminée dans le sang et les larmes, si les espoirs libertaires nés de ce tourbillon de l'histoire ont été écrasés de toute part, l'expérience libertaire de la Révolution espagnole reste toujours d'actualité. C'est un moment où l'Histoire s'est accélérée, où le communisme libertaire s'est matérialisé de la façon la plus poussée et sur la plus grande échelle. Les enseignements que nous laisse cette expérience sont nombreux et toujours pertinents. Que ce soit sur le rôle de l'Etat comme appareil de gestion aux profits des privilégiés, sur la méfiance à avoir envers les intrigues du pouvoir et de ceux qui aspirent à s'en emparer, sur la forme de la lutte antifasciste qui doit forcément être aussi anticapitaliste mais surtout sur cette fabuleuse capacité à réorganiser la société sur la base de l'égalité économique et sociale grâce à la collectivisation des moyens de productions, de distribution et des richesses produites sur une base autogestionnaire. A l'heure où l'exploitation capitaliste se fait plus agressive, où les politiques Etatiques gèrent le creusement des inégalités par des mesures sécuritaires, la Révolution espagnole et sa flamme libertaire nous offrent encore une alternative à la Barbarie capitaliste et Etatique !

Infos&Analyses Libertaires

SOMMAIRE

Page 2

Hospitalet, près Barcelone...

Page 3

Espagne 1937:La contre-révolution mondiale marque des points.

Mujeres Libres!

Page 4

Motion "Analyse de la situation sociale et politique"

Contacts C.G.A.

Hospitalet, près de Barcelone

... Faubourg de Barcelone de 50 000 habitants, c'est l'industrie qui y prédomine. Aux abords s'est développée une collectivisation intensive... L'industrie textile y était la plus importante. La métallurgie, présente aussi, comprenait plusieurs fonderies et comptait deux hauts fourneaux importants et plusieurs ateliers mécaniques. Il y avait également l'industrie du bois et l'industrie chimique

La CNT et la FAI avaient dans cette ambiance une influence prépondérante : 8 000 travailleurs y militaient au début du soulèvement pour atteindre 12 000 affiliés alors que l'U.G.T. en comptait seulement 1 000.

En juillet, la lutte et l'ardeur belliqueuse durèrent de cinq à six jours, galvanisant tout le pays. Une fois cette période terminée, la C.N.T. donna l'ordre de retourner au travail par échelons, selon les industries. Elle assumait ainsi la **responsabilité de la vie économique**, abandonnée par les patrons tout comme par le gouvernement lui-même.

Tandis que le travail reprenait, une partie des forces populaires était mobilisée et durant trois à quatre semaines, elle se maintint en alerte, derrière les barricades, et dans les rues, exerçant en outre la surveillance des routes menant à Barcelone, afin de préserver la ville de toute attaque. C'est dans cette ferveur révolutionnaire que commença la **socialisation**.

Chose rare, cette socialisation débuta dans les campagnes. Ce furent les journaliers qui en prirent l'initiative. Ils étaient en minorité par rapport aux propriétaires qui les engageaient de temps en temps pour les travaux. Mais les propriétaires se mirent à s'occuper de tout et provoquèrent une réaction de la base. La production des légumes était menacée par manque de soins et Hospitalet commençait à avoir faim. 25% de sa population se trouvait complètement inoccupée par suite de la crise et une partie de ceux qui travaillaient ne pouvaient le faire que trois jours par semaine.

Les ouvriers agricoles comprirent que cette situation, déjà préoccupante, se serait vite aggravée si les produits des vergers se perdaient et ils décidèrent d'intervenir. Ils convoquèrent les propriétaires et dans une assemblée les uns et les autres décidèrent de **socialiser immédiatement le travail de la terre**.

On créa la **Collectivité des paysans** à laquelle tous adhèrent. En tête, figuraient la C.N.T. et la F.A.I.

Alors, à la petite propriété cultivée par le propriétaire, ... se substitua la grande étendue travaillée selon un plan général. Le travail augmenta donc en intensité... Même les terres considérées jusqu'alors stériles furent utilisées.

Mais le moyen d'échange était encore l'argent. En manquer constitua une grande difficulté. Il empêchait l'achat des outils de travail, des animaux, et la modernisation de l'agriculture. Il imposait d'importants sacrifices, tels que la renonciation aux 15% d'augmentation décrétée par le gouvernement régional et à la **journée de travail de 6 heures**. Les paysans de la collectivité perfectionnèrent pourtant leur organisation et vivaient de leurs propres ressources, qui, sans doute, augmenteront quand la vente de leurs produits sera possible.

Les industries passèrent par les étapes connues dans la première phase de la Révolution. On commença par le **contrôle des usines**, spécialement celles en activité. Les ouvriers nommèrent dans chaque entreprise des **Comités** ayant la mission de veiller sur toute la production et sur l'administration patronale.

Les entreprises pauvres, ayant des dettes - nombreuses dans cette période de crise - furent immédiatement **collectivisées**. Le patron fut éliminé comme tel, et assimilé aux ouvriers (les producteurs).

Les Comités dirigèrent eux-mêmes la production, suivant la ligne d'une économie particulariste, tracée par le Décret sur la collectivisation. La C.N.T. et la F.A.I. créèrent immédiatement

les **Conseils d'intensification de la production** qui obligèrent les patrons à embaucher la main d'œuvre inoccupée. Presque tous les sans-travail furent ainsi engagés. Cette mesure fut fatalement antiéconomique : le manque de matières premières dans l'industrie textile - la plus importante - et le manque de marchés, devaient nécessairement conduire à un abaissement de la production, disproportionné par rapport à la main d'œuvre occupée.

Pour porter remède à la misère existante, il fut créé, sur l'initiative de la C.N.T., des **commissions de ravitaillement pour le peuple** : leur tâche était de procurer de l'alimentation, à ceux qui ne travaillaient pas comme à ceux qui travaillaient. La situation économique ne pouvant se normaliser rapidement, et des familles très nombreuses ne percevant pas de salaires suffisants pour vivre, ces commissions continuèrent longtemps à jouer leur rôle de secours social.

On s'aperçut vite du danger inhérent à l'administration particulariste des entreprises. Entre autres, la concurrence et le manque de solidarité auraient pu provoquer des heurts et les luttes incompatibles avec l'esprit socialiste et libertaire.

La C.N.T. locale lança alors le mot d'ordre « **socialisons les industries** ». L'idée se réalisa rapidement. D'abord les coiffeurs, puis les spectacles, l'industrie du bois, l'industrie de construction, l'alimentation et les transports. ...

Mais la nouvelle structure était freinée par le manque de matières premières et le manque de travail qui s'en suivait. D'autre part, les résistances de l'U.G.T. obligèrent à marquer le pas.

Des industries actives et passives existant donc, la nécessité de stabiliser le **salaire unique** pour tous s'imposa vite. Il fut même envisagé la création d'une caisse commune inspirée de la solidarité interindustrielle de laquelle tous les ouvriers sans exception, tiraient des ressources égales. Cela ne put être réalisé que dans quelques branches (avec une production notablement excédent-

taire). ...

Cette initiative de solidarité fut, peu après, intégrée dans l'institution du **salaire familial** . A cette fin, un recensement spécial avait été fait et on avait dressé de minutieuses statistiques.

Les camarades de Hospitalet affrontèrent par ailleurs très tôt le problème de l'Education. Sur 8000 enfants, 4000 seulement pouvaient accéder aux écoles. Les autres restaient dans les rues par manque d'écoles ou par suite de la misère des familles.

La C.N.T. et la F.A.I. ne voulaient pas seulement résoudre ce grave problème. Elles auraient pu le faire mais elles préférèrent unir leurs efforts à ceux des autres fractions chez lesquelles elles espéraient trouver un écho favorable. Les militants de l'U.G.T. et ceux de la gauche catalane se réunirent donc et on leur présenta les projets de réforme de l'enseignement qui, du fait de leur objectivité, furent acceptés. Les trois fractions se mirent au travail ensemble.

En six mois de révolution, parmi mille difficultés, le problème de la guerre et celui de la reconstruction, il était difficile de progresser rapidement. Malgré cela, le miracle s'accomplit. On adapta vite de nombreux édifices et aujourd'hui, 6500 enfants assistent aux classes dans des salles plus vastes, plus hygiéniques et plus lumineuses que celles qui existaient jusqu'alors. Le personnel enseignant a été amélioré, avec l'élimination de tous les vieux maîtres au cerveau racorni, liés à l'esprit de l'enseignement clérical. On suivait librement les tendances pédagogiques modernes ...

Extraits de « **les collectivités anarchistes espagnoles** » - Gaston Leval
In « **Noir & Rouge** » Mars 1964

" Le 17 juillet un quarteron de Généraux (dont F. Franco) se soulèvent aux Canaries. Le 18 juillet l'appel au soulèvement militaire est diffusé dans toute la péninsule, le 19 juillet la contre offensive ouvrière (CNT & UGT) renverse la situation dans les grands centres urbains : Barcelone, Madrid, Bilbao, Valence, ... Ainsi commence au choix la guerre civile espagnole ou la révolution sociale. "

La guerre d'Espagne nous pose, en tant qu'anarchistes antimilitaristes, le débat de l'organisation de la lutte armée. Peu d'entre nous dénie la nécessité passée, présente ou future de savoir prendre les armes pour défendre nos convictions, la question est donc de savoir comment s'organiser pour entrer dans la lutte armée sans céder aux tentations autoritaristes d'une structure militaire.

Comme premier élément de réponse, on pourra s'appuyer sur l'article suivant, issu du n° 2 de L'Espagne Antifasciste :

" Lors de la tentative de mobilisation militaire du gouvernement madrilène et de la Généralité, les rues de Barcelone ont été envahies par les recrues des classes 33-34-35 qui, n'ayant aucune confiance dans les officiers et s'estimant libérées de la vieille conception militaire de l'encasernement, refusent de se rendre à leur corps. Nombre de ces jeunes gens s'inscrivaient aux milices - d'aucuns voulaient même partir tout de suite pour Saragosse. Pour exposer leur point de vue, ils organisèrent une vaste assemblée réunissant 10 000 d'entre eux, au cours de laquelle ils votèrent l'ordre du jour suivant :

- Nous ne refusons pas de remplir notre devoir civique et révolutionnaire.

- Nous voulons aller libérer nos frères de Saragosse.

- Nous voulons être miliciens de la liberté, non des soldats sous l'uniforme. L'armée s'est avérée un danger pour la peuple, seule les milices populaires protègent les libertés publiques. Miliciens, OUI ! Mais soldats, jamais ! "

Miliciens sur les barricades

" A la CNT chaque organisateur ou propagandiste se double d'un guérillero, d'un homme d'action et d'un combattant. A Barcelone même, les hommes qui le jour contrôlent l'économie du pays et s'asseyent dans les fauteuils désertés par les banquiers, prennent le soir le pistolet ou le fusil de milicien pour procéder de leurs propres mains à la liquidation des éléments fascistes, dont les repaires sont encore nombreux en terri-

toire catalan. Aucune barrière ne sépare donc, dans les rangs anarchistes, les manieurs de mitrailleuse et de machines à écrire, ceux de l'arrière et ceux du front. Pas de " chefs " professionnels, mais des entraîneurs d'hommes ayant payé et payant chaque jour de leur personne. Pas de spécialisation bureaucratique, mais des militants complets, révolutionnaires de la tête aux pieds. "

A. Prudhommeaux. Cahiers de Terre Libre, 1937

Pour rendre compte de l'état d'esprit qui présida à la constitution des milices anarchistes, rendant la parole à Carl Einstein, compagnon de la première heure du camarade Durruti qui traduit dans ses souvenirs autant la passion des combattants de la liberté que son immense amour du " héros de la révolution ", au sujet duquel il écrit au lendemain de sa mort :

" La Colonne n'est organisée ni militairement ni de façon bureaucratique. Elle a émergé de façon organique du mouvement syndicaliste. C'est une association social-révolutionnaire, ce n'est pas une troupe. Nous formons une association des prolétaires asservis et qui se bat pour la liberté de tous. La Colonne est l'oeuvre du camarade Durruti, qui a déterminé leur esprit et encouragé leur liberté d'être jusqu'au dernier battement de son coeur. Les fondements de la Colonne sont la camaraderie et l'autodiscipline. Le but de leur action est le communisme, rien d'autre.

Tous, nous haïssons la guerre, mais tous nous la considérons comme un moyen révolutionnaire. Nous ne sommes pas des pacifistes et nous nous battons avec passion. La guerre -cette idiotie complètement dépassée- ne se justifie que par la Révolution sociale. Nous ne luttons pas en tant que soldats, mais en tant que libérateurs.

Nous avançons et prenons d'assaut, non pour conquérir de la propriété mais pour libérer tous ceux qui sont réprimés par les capitalistes et les fascistes. La Colonne est une association d'idéalistes qui ont une conscience de classe. Jusqu'à présent, victoires et défaites servaient au capital



Miliciens sur les barricades: "Miliciens, OUI ! Mais soldats, jamais !"

qui entretenait des armées et des officiers pour assurer et agrandir son profit et sa rente. "

Ainsi, les témoignages nous apprennent que les milices élisent leurs " leaders " pour diriger les actions, mais sur des mandats révocables dès le retour au camp, il n'existe pas de grades afin de ne pas reproduire la hiérarchie militariste autoritaire. Qui plus est, à la grande différence de l'armée de corps, les femmes participent au combat de façon tout à fait égalitaire, et leur valeur au combat est fréquemment évoquée par les témoins de la lutte.

Comme signalé au début de cet article, il ne s'agit pas de remettre en question la nécessité de la lutte armée, d'autant plus évidente qu'il s'agissait en 1936 d'une situation d'extrême urgence, mais bien de choisir en tant qu'anarchistes les modalités de notre lutte.

La révolution espagnole a (entre autres) ceci de précieux qu'elle a démontré sur bien des points l'applicabilité de nos théories politiques. Une fois de plus, elle nous permet, dans ce domaine délicat qu'est la lutte armée, d'avoir un guide pratique et " moral " pour nous organiser si le besoin s'en faisait sentir.

Quoi qu'il en soit, les milices sont également porteuses d'un formidable espoir quant aux conséquences possibles de l'armement de la population.

Adelante, adelante companeros !!!

**Dorothee
Groupe Albert Camus - Toulouse**

Espagne 1937:

La contre-révolution mondiale marque des points

En Espagne, en juillet 36, la réplique des anarcho-syndicalistes et des anarchistes au coup d'État franquiste et l'application des principes communistes libertaires montrent, si besoin est, la force et l'influence de l'anarchisme au sein de la classe ouvrière espagnole. Cette influence interdite, en juillet 36, aux représentants de Staline en Espagne, de prendre la tête du mouvement révolutionnaire. Il leur est impossible de lui donner une direction communiste autoritaire. Aussi, vont-ils s'employer à torpiller toutes les initiatives révolutionnaires et, parallèlement, à restaurer l'État bourgeois mis à mal dans les premières semaines de la Révolution...

La Restauration de L'Etat dans l'armée et la police...

Au mois de décembre 36, toutes les forces de police dissoutes auparavant sont reconstituées: Garde d'assaut, Garde nationale républicaine etc.

Juan NEGRIN, ministre des finances du gouvernement GIRAL, reconstitue un imposant corps de carabiniers/police des frontières. Tous ces corps de police sont directement placés sous les ordres de leurs ministres de tutelle.

A Barcelone, RODRIGUEZ SALAS (P.S.U.C.)¹ est nommé chef de la police. AYGUADE, un radical proche des communistes devient ministre de l'intérieur de la Generalitat.

Dès octobre 36, la nomination du "Commissariat de guerre", un nouvel organisme gouvernemental à Madrid, met en place les conditions objectives d'un noyautage en profondeur de l'armée.

En 39, Gabriel GARCIA MAROTO déclarera qu'en 37, « Antonio MIJE, chargé de nommer 30 commissaires pour ce front (sud), avait choisi trente communistes...² »

José DIAZ, secrétaire du parti communiste prend soin de souligner, le 11 novembre 1936, que la junte de défense de la capitale « fonctionn(e) avec l'accord et sous la direction du gouvernement... »

Le 1/3/37, la Generalitat réunifie, par décret, tous les corps de police dans un **corps unique contrôlé par l'État...**

Le 4/3/37, un décret du Conseiller à l'ordre public déclare **dissoutes les patrouilles de contrôle...**

Le 17/4/37 " **Tierra y libertad** ", l'organe de la F.A.I., déclare en Une:

« Pour certains partis politiques l'essentiel n'est pas de combattre le fascisme. Ce qui les obsède c'est le Mouvement anarchiste. Ce qui consume la plus grande part de leur énergie, c'est leur campagne contre la C.N.T. et la F.A.I. (...) S'ils veulent refaire en Espagne ce qu'ils ont fait dans d'autres pays, ils nous trouveront sur le pied de guerre. »

Contre l'expression des autres courants

A la fin de l'année 36 on assiste à la mise en place des premières mesures discriminatoires. Le P.O.U.M. est qualifié à l'occasion d' **hülérotrotskyte**.

Le 28/11/36, Antonov OVSEENKO, consul général d'U.R.S.S. à Barcelone, dénonce, dans une note remise à la presse, " **La batalla** ", l'organe du POUM, comme faisant partie de la presse vendue au fascisme international.

Juan COMORERA, conseiller du gouvernement démissionnaire réclame, en date du 12/12/36, l'éviction du P.O.U.M. des instances gouvernementales et la suppression de la **Junta de seguridad et du Secretariado de defensa** deux organes dominés par la C.N.T. Seule la première demande sera suivie d'effet à cette époque.

Le nouveau gouvernement formé majoritairement par les organisations "ouvrières" et de "producteurs" fait en réalité la part belle aux communistes qui contrôlent totalement l'U.G.T. catalane. L'Esquerra catalana et l'Unio de rabassaires attribuent ainsi la majorité au camp de la bourgeoisie et au rétablissement de l'État!

" **La Pravda** " du 17/12/36 peut alors écrire: « En Catalogne, l'élimination des trotskystes et des anarcho-syndicalistes a déjà commencé; elle sera conduite avec la même énergie qu'en U.R.S.S. »

Les attaques contre l'autogestion libertaire et les Collectivités

D'août à septembre 36 dans " **Mundo obrero** " et dans " **Treball** ", les communistes vont mener une politique de soutien sans faille à la petite bourgeoisie commerçante et défendre le principe du **respect absolu de la propriété privée**³. Vicente URIBE (communiste) déclare, dès septembre 36, à propos du Communisme libertaire dans le Levant: « Cette politique (...) éloigne de nous la partie de la population qui épouse notre cause (...) Il nous paraît intolérable que, loin du danger, il se trouve des hommes pour s'emparer des fusils qui appartiennent au peuple pour lui imposer une violence qu'il n'accepte pas, tandis qu'au front, les soldats du peuple versent leur sang, donnent leur vie pour la cause commune (...) »

Juan COMORERA (PSUC), le 7/1/37, décrète la **dissolution des "comités de abastos"**, les comités ouvriers de ravitaillement...Il va s'employer à restaurer l'économie de marché supprimée grâce à l'action des anarchistes.

Le plenum régional des paysans (U.G.T.) qui se tient le 3/1/37 déclare " **inopportune la collectivisation** " ⁴...

Les petits propriétaires, excités par l'U.G.T. et le P.S.U.C., attaquent les cénétistes⁵. Le 3/2/37, la Generalitat déclare illégale la collectivisation de l'industrie laitière⁶.

A partir du mois d'avril 37, les heurts vont se signaler en Castille. Ils vont se poursuivre jusqu'au mois de juillet. Les brigades communistes, entre autres celle de Lister, s'attaquent alors aux collectivités.

Le 8/4/37, **Solidaridad obrera** écrit: « Ce fut le P.S.U.C. (...) qui s'opposa aux révolutionnaires de la C.N.T. et de la F.A.I., défendit les intérêts des rabassaires et organisa 18 000 commerçants, artisans et industriels au sein de la G.E.P.C.I., la fédération catalane des petits commerçants et industriels. Le P.S.U.C. permit à cette dernière - dont de nombreux adhérents étaient des employeurs - de s'affilier à l'U.G.T. catalane qu'il contrôlait (...) »

En mai 37, Jesus HERNANDEZ (PCE, peut déclarer: « Qu'on en finisse avec les tentatives des syndicats et des comités de mettre en pratique le socialisme (...) »⁷ »

Le développement du parti communiste ... La bourgeoisie aux affaires

En juillet 1936, le parti communiste espagnol dispose de 16 sièges aux cortes. Dans " **La correspondencia internacional** " (3/7/36), Manuel DELICADO écrit que « le parti communiste avait 40 000 inscrits. »

Selon le rapport de Jose DIAZ pour le comité central du parti communiste (mars 37), 76 700 exploitants et métayers et 15 485 membres de la bourgeoisie ont rejoint le parti depuis le début de la guerre civile...⁸ En effet, la bourgeoisie impressionnée par l'unité et le réalisme qui y régnait va y adhérer en grand nombre.

Le 27/7/36, " **Mundo obrero** " ... appelle au respect des travailleurs des classes moyennes : « (...) Il ne faut ni les tracasser, ni porter préjudice à leur modeste avoir, par des réquisitions et des exigences que leurs faibles ressources ne leur permettent pas de supporter. »

Dolores IBARRURI déclare le 25/5/37 « C'est la **révolution démocratique bourgeoise**, qui dans d'autres pays comme la France s'est déroulée il y a plus d'un siècle, qui se réalise maintenant dans notre pays et nous, communistes, sommes les combattants d'avant-garde dans cette lutte contre les forces qui représentent l'obscurantisme des temps passés (...) »

Hugh THOMAS, rapporte de son côté que « (...) le mois de mai à Barcelone marqua la fin de la révolution. Désormais c'était l'Etat républicain qui était en guerre contre l'Etat nationaliste, plutôt que la révolution contre le fascisme⁹. »

Le renforcement de l'autorité gouvernementale va entraîner la **dissolution du Conseil d'Aragon. Epilogue d'une crise...**

Le 16 mai 37, une dépêche en provenance de Valence affirme que le nouveau gouvernement

se signale par une **plus grande vigueur**. " **Mundo obrero** " signale que « la crise était nécessaire. » Les communistes y affirment: « Nous voulons le changement fondamental de la politique, changement rendu nécessaire par les conditions de la guerre et de la révolution. »

Il est bon de signaler que, Théo DURET, journaliste de l' **Indépendant** écrit sans ambages le 20 mars 37 : « M. Staline rêve d'imposer à l'Europe entière (...) l'esclavage organisé. »

L'enlèvement et l'assassinat d'Alfredo MARTINEZ (le 6 mai) militant des J.J. LL. De Barcelone... ainsi que le massacre des anarchistes italiens BARBIERI et BERNERI s'ajoutent à une longue liste d'exactions. « Les deux camarades italiens furent massacrés. Il résulte des fiches de l'hôpital/clinique que Barbieri et Berneri furent amenés morts à l'hôpital dans la nuit du mercredi au jeudi, ramassés par la Croix rouge, le premier sur la Rambla et le second sur la place de la Généralité¹⁰ »

Les arrestations massives et les meurtres perpétrés contre les militants du P.O.U.M., l'enlèvement et l'assassinat d'Andres NIN et l'enlèvement du socialiste Marc RHEIM, le fils d'Abramovitch¹¹ donnent une idée de l'ampleur de la répression communiste et contre-révolutionnaire.

Les déclarations des dirigeants du PCE concernant le nécessaire caractère bourgeois de la révolution espagnole attestent que, dès l'origine, le communisme international a tenu à faire adopter son point de vue y compris en s'alliant à la bourgeoisie conservatrice et aux pires couches réactionnaires. Moscou...coûte que coûte veut rester la Mecque de la « révolution ».

En se présentant comme le parti de l'ordre le PCE va trouver de fidèles alliés dans l'appareil d'Etat. La restauration de l'Etat bourgeois va être menée de manière continue à partir de septembre 36.

L'arrivée des brigades internationales et l'aide soviétique (aide accordée contre la quasi totalité de l'or de la banque d'Espagne) va offrir un crédit supplémentaire aux seuls communistes alors que les milices anarchistes s'illustrent sur tous les fronts contre le fascisme et ceci sans pouvoir profiter de l'armement envoyé par l'URSS...

Mai 37 peut donc s'apparenter au piège stalinien qui se referme sur un **mouvement anarchiste doté d'une force considérablement supérieure à celle de ses adversaires** mais qui ne peut plus s'en servir tant le pouvoir - social, économique et politique - va lui échapper...

Jun 2006
Edward SARBONI

1 Partit Socialiste Unificat de Catalunya

2-3-7-8 **BOLLOTEN Burnett, La Révolution espagnole. La gauche et la lutte pour le pouvoir**, Paris, 1977, Ruedo iberico

⁴ **Solidaridad obrera** du 26 janvier 1937

⁵ **Solidaridad obrera** du 29 janvier 1937. **PEIRATS Jose, La C.N.T. en la revolució española**, vol. 1, Toulouse, 1951, Ed. CNT / p. 171 et 172

⁶ **Espagne nouvelle** du 17 septembre 1937

⁹ **THOMAS Hugh, La guerre d'Espagne**, Paris, 1985, Robert Laffont, 1026 p./ p. 507

¹⁰ Relation d'un article de N. **LAZAREVITCH** paru dans ce même numéro de **la Révolution prolétarienne**

¹¹ Militant menchevick opposant à Staline et membre de la Commission exécutive de la

II^{ème} Internationale...



Mujeres libres

Le mouvement « Mujeres Libres » est né d'une réflexion de femmes anarchistes, militant dans les organes de la C.N.T., de la F.A.I. et des jeunesses libertaires, dès les années 20. Des groupes de femmes se sont constitués dans plusieurs villes d'Espagne, en particulier à Barcelone, Madrid et Valence.

À l'époque où se développent les idées communistes libertaires au sein de la classe ouvrière espagnole, la condition des femmes en Espagne est particulièrement dure. Sous le poids du catholicisme et de la domination masculine, les femmes sont assignées à des places subalternes, maintenues au foyer pour servir mari, enfants. Elles sont volontairement maintenues dans l'ignorance car à la différence des hommes, elles n'ont pas droit à l'instruction.

Dans le corpus idéologique anarchiste de l'époque, le principe d'égalité entre l'homme et la femme est proclamé. Néanmoins, y compris dans les milieux militants, les femmes rencontrent des difficultés pour exprimer leurs préoccupations. Les rapports sociaux ne changeant pas de manière spontanée, elles retrouvent parfois le même type d'inégalités qu'elles subissent dans la société. Par exemple, leurs prises de parole dans les meetings, lorsqu'il a lieu, suscitent parfois des attitudes machistes, des moqueries, ou du désintérêt.

Pour toutes ces raisons, la création d'une organisation anarchiste exclusivement pour les femmes afin qu'elles puissent librement exprimer leurs difficultés, leurs besoins et leurs volontés était nécessaire et pertinente. Le dynamisme de Mujeres Libres étonne encore aujourd'hui. Pour combattre l'ignorance, ces femmes organisent des cours d'alphabétisation, des cours d'éducation sexuelle, inspirés de l'école moderne de Francisco Ferrer dans les années 1900 (principe de co-éducation, mixité, laïcité, anti-autoritarisme). Elles éditent des revues et proposent des interventions culturelles. À la veille de la révolution, elles lancent une campagne en faveur de l'émancipation de la femme et du prolétariat, faisant ainsi le lien entre le combat économique, l'éducation à d'autres rapports sociaux entre les hommes et les femmes dans la reconnaissance de chacun. Au plus fort de son essor, Mujeres Libres compte jusqu'à 20 000 adhérentes.

Lorsque la guerre éclate et que se constituent les premières colonnes, certaines femmes choisissent d'aller combattre le fascisme sur le front. D'autres, restées à l'arrière, apportent leur contribution à la mise en place de la révolution et se retrouvent à pouvoir occuper des postes jusque-là réservés aux hommes. Elles apprennent à conduire les tramways, elles organisent des soupes populaires, des colonies de vacances pour les enfants de parents partis au front ou décédés. L'avortement est légalisé dès les premiers jours de la révolution. Elles font fonctionner des maternités, des crèches gratuitement. Elles luttent contre la prostitution en créant des « liberatorios » (centres de formation professionnelle pour libérer les femmes de la prostitution).

L'apport des femmes dans la révolution de 36 a été déterminant et nécessaire pour que cette révolution ne soit pas cantonnée aux champs économiques mais qu'elle soit bien une double victoire tant sur le plan des avancées collectives, organisationnelles, que sur le plan de l'émancipation individuelle.

Sylvie
Groupe "Un Autre futur"
Montpellier

Motion "Analyse de la situation sociale et politique"

Nos conditions de vie se dégradent sans cesse depuis plus d'une vingtaine d'années. Les conquêtes sociales de la classe ouvrière durant le vingtième siècle sont rognées les une après les autres par un patronat et une classe politique au pouvoir de plus en plus forts : privatisation des services publics, remise en cause de la sécurité sociale, prolongement de la durée de travail, destruction du code du travail grâce au chômage de masse entretenu, au développement de la précarité : CDD, intérim, emploi-jeunes, emplois consolidés, C.N.E...

En corollaire à cette casse sociale et pour en contenir les effets, les politiques sécuritaires portées par l'ensemble des gouvernements européens, de gauche comme de droite se développent.

Ce durcissement sécuritaire touche l'ensemble de la population, et particulièrement les plus pauvres, criminalisés et rendus responsables de leur misère. Le racisme et la discrimination raciale sont entretenus et favorisés par ce type de politique. Les attentats du 11 septembre 2001, les émeutes dans les banlieues à l'automne 2005 ou la radicalité du mouvement contre le CPE représentent des phénomènes différents, mais utilisés de façon identique par les politiques pour faire peur et désigner " l'étranger " comme un ennemi.

Une république autoritaire s'affiche, se débarassant de son vernis démocratique de manière spectaculaire. Les libertés individuelles et collectives sont réduites, le pouvoir judiciaire est affaibli par rapport au pouvoir exécutif, les propos racistes sont tenus par des hauts fonctionnaires d'Etat et les mouvements sociaux sont toujours plus en butte à la répression étatique.

L'Etat, qui prend activement part aux régressions sociales, ne revendique plus un quelconque rôle de régulation sociale. Pour maintenir un minimum de cohésion sociale et justifier de son utilité, il semble vouloir faire adhérer la population à un modèle où il est chargé

d'assurer la sécurité au sein du chaos capitaliste. Ce passage de la duperie du " pacte social " à un pacte sécuritaire, s'opère avec l'adhésion d'une partie importante de la population.

L'absence d'un projet de société alternatif au capitalisme dont les gens se saisissent, pouvant apparaître comme une menace aux tenants du pouvoir, leur permet d'afficher le vrai visage de la démocratie représentative : un système d'oppression qui permet à une classe de garder ses privilèges, pour réaliser toujours plus de profits. Cette absence d'alternative au capitalisme donne une grande latitude aux gouvernants qui n'ont rien à lâcher car ils n'ont pas grand chose à perdre, le système n'étant pas menacé. Les luttes sont donc de plus en plus difficiles à mener; les conflits sociaux -malgré leur longueur, comme ce fut le cas pour les marins de la SNCM ou des tramots marseillais- n'empêchent pas l'Etat et le patronat d'aller jusqu'au bout de ce qu'ils annoncent (allongement de la durée du travail, réforme des retraites, de la sécu, etc). La répression et les pressions policières exercées sur les militants accentuent ce phénomène.

Dans ce contexte la mobilisation contre le CPE et la loi sur l'égalité des chances, malgré ses limites, est intéressante. Elle peut permettre de repopulariser le discours " seule la lutte paie " : pour la première fois depuis longtemps un gouvernement n'a pas pu aller au bout de ses projets. Et cela grâce à la mobilisation longue et massive d'une jeunesse déterminée avec des méthodes d'action parfois radicales (blocage, occupations) et des éléments d'auto-organisation. Cela a permis de réaliser une convergence, même partielle, avec les salarié-e-s. L'ampleur de la mobilisation n'a permis finalement de faire reculer le gouvernement que sur le CPE. L'engagement de toutes et tous dans des grèves effectives pour réaliser réellement la convergence des luttes entre les différents secteurs de la société est nécessaire pour aller plus loin.

Il est indispensable de continuer à rappeler au

plus grand nombre qu'une participation électorale ne peut pas constituer un point de départ pour une transformation sociale. La voie électorale est au contraire contre productive car elle met sous l'éteignoir les luttes sociales et est inefficace à améliorer nos vies. De l'accession de la gauche au pouvoir en 1981 pour " Changer la vie " à celle plus récente de Lula du parti des travailleurs qui cristallisait les espoirs de la gauche brésilienne et d'une partie de la mouvance alter mondialiste, ce même constat s'impose à chaque fois.

Le Non au référendum sur la constitution européenne censé arrêter le rouleau compresseur libéral n'a en rien endigué les attaques du gouvernement et a permis de redorer le blason à peu de frais de partis de gauche qui ont pourtant renoncé depuis longtemps à lutter contre le capitalisme.

Rompre avec l'électoratisme et la délégation de pouvoir est nécessaire pour construire une société égalitaire.

La CGA continuera de porter ce discours et lance dès maintenant une campagne anti-électoratisme pour dissuader le plus grand nombre de participer aux prochaines échéances électorales en les persuadant de s'engager sur la voie du changement social.

L'engagement de toutes et tous dans les luttes est le moyen d'atteindre ce changement de société. D'une part les luttes sont le seul moyen de défendre des choses et d'en gagner et elles rompent avec le fatalisme ambiant. D'autre part, qu'elles amènent une victoire ou un échec, elles restent un espace de réappropriation de sa vie et nous poussent à nous organiser collectivement. Cette maîtrise de nos vies que nous trouvons le temps des luttes doit permettre d'envisager une organisation sociale globale qui ne nous dépossède plus de notre pouvoir. C'est dans ce sens et avec ces objectifs que les militants et militantes de la CGA interviennent au sein des luttes sociales; pour que les luttes fédèrent, arrivent à sortir du corporatisme professionnel, qu'elles soient

menées et décidées directement par les gens à la base et qu'elles engagent leurs acteurs et actrices dans une remise en cause du modèle social en cours.

Des luttes activistes se démarquent des luttes électorales et concernent des gens qui ont franchi le pas de l'action directe. Leurs formes d'actions sont intéressantes, mais aucun projet à long terme ne les sous tend. Or, mettre en avant le projet de société libertaire s'avère de plus en plus nécessaire. Les luttes perdent du sens si elles ne s'intègrent pas dans une vision plus globale du monde. L'absence de projet alternatif rend le pouvoir en place plus fort. Nous pensons qu'un projet de société fonctionnant sur des principes anarchistes doit être popularisé notamment en terme de prise de décision et d'organisation sociale. La CGA s'engage dans ce travail idéologique de popularisation des principes anarchistes au niveau de l'organisation sociale (démocratie directe, mandatement et révocabilité, fédéralisme etc.) et ses militantes et militants s'appuient par leurs pratiques dans les luttes sociales pour développer ces idées et fonctionnements.

Motion adoptée par les mandats CGA en Coordination d'Avril 2006

Infos et Analyses Libertaires.
Journal de la
Coordination des Groupes Anarchistes.
Directeur de la publication: Edward Sarboni.
Rédaction et administration:
C.E.S. BP 233
66002 Perpignan cedex.
ISSN 07514530.
Dépot légal 2^{ème} trimestre 2006.
N° 60
Conception graphique : NONO et Jièmté

Pour contacter la Coordination des Groupes Anarchistes:

Site Internet: <http://www.c-g-a.org/public/> Courrier électronique: secretariat@c-g-a.org

<p>La CGA à Montpellier Secrétariat Groupe Un Autre Futur 20, Rue Terral 34000 MONTPELLIER e-mail: groupe-uaf@c-g-a.org (permanences le samedi de 15h à 19h)</p>	<p>La CGA à Toulouse Groupe Albert Camus 36, Rue de Cugnaux 31300 TOULOUSE e-mail: GroupAlbertCamus@wanadoo.fr Permanences le Mardi de 18h à 20h.</p>	<p>La CGA à Perpignan Groupe Puig Antich 2, rue Théodore Guitier Ecrire à: C/O CES, BP 233 66002 PERPIGNAN CEDEX e-mail: antich@wanadoo.fr Permanence tous les samedi de 15 à 19 heures</p>
<p>La CGA à Lyon Groupe de Lyon, la Plume Noire 19, rue Pierre Blanc 69001 Lyon Librairie ouverte du Mercredi au Vendredi de 17H à 19H, le Samedi de 15H à 19H. Café libertaire ouvert tous les Vendredis de 21H à 1H Tél: 04 72 00 94 10 mèl: groupe-lyon@c-g-a.org</p>	<p>La CGA à Auch Groupe Les Fédérés c/o Secrétariat CGA 20, Rue Terral 34000 MONTPELLIER</p>	<p>La CGA dans la Cerdagne et le Capcir Groupe Mata Negra c/o CES, BP 233 66002 PERPIGNAN CEDEX</p>
<p>La CGA en région Parisienne Groupe de Seine saint Denis e-mail: liaison93@c-g-a.org</p>	<p>La CGA dans les Bouches du Rhône bdr@c-g-a.org C/O Secrétariat CGA 20, Rue Terral 34000 MONTPELLIER</p>	<p>La CGA à Albi (81) Groupe " Ni Dieu, Ni Maître" mèl: cga-albi@no-log.org</p>
<p>La CGA dans la Sarthe Liaison Maurice Fayolle Permanence le 3ème samedi du mois de 14h30 à 17h, au 3ème étage de la maison des associations, 4 rue d'Arcole, 72000 Le Mans e-mail : cga72@no-log.org</p>	<p>La CGA dans l'Aude Liaison Aude C/O Secrétariat CGA 20, Rue Terral 34000 MONTPELLIER</p>	

Ce journal aborde des thèmes qui vous intéressent! Vous souhaitez soutenir la Coordination des Groupes Anarchistes! Faites-nous le savoir en demandant 3 N° gratuits, ou en vous abonnant à 6 N° pour un an, au prix de 8 Euros. Remplir le formulaire ci-dessous et l'envoyer au secrétariat. Si une version informatique vous convient mieux, téléchargez-la sur notre site Internet.

Nom:	<i>Souhaite recevoir 3 N° Infos & Analyses libertaires gratuits (Envoyer un courrier avec 3 enveloppes format A4 comportant votre adresse et timbrées à 0,64€).</i>
Prénom:	
Adresse:	<i>Souhaite s'abonner pour un an (Joindre un chèque de 8 Euros (Abonnement de soutien: 15 Euros)</i>
Code postal:	
Ville:	